



L'INFO

Semaine 25

Du 16 au 22 juin 2025

Édito :

Des paroles.... et des actes de résistance

Les annonces gouvernementales ne manquent pas : suppression du numerus apertus dans les formations universitaires des professionnel.le.s de santé , plan santé psychiatrie dans le cadre de la grande cause nationale « santé mentale ». Les besoins sont tellement criants que personne n'ose plus les nier. N'empêche que celles et ceux qui osent le dire haut et fort et appeler à l'action pour défendre et développer sont accusés de lui porter atteinte !

En revanche, aucune annonce de moyens humains, financiers pour réaliser les mesures annoncées. Les doyens des faculté de médecine, pharmacie, dentaire le disent : augmenter le nombre de médecins, de pharmaciens, de dentistes nécessitent plus d'enseignant.e.s, de personnel administratif, de locaux et de terrains de stage. Sans moyens, ce ne sont que promesses de gascon !

Beaucoup ne sont pas dupes, les actions multiples annoncées ou passées rapportées ci-dessous en sont le témoignage. Toutes les catégories d'établissement, de spécialités, de personnel sont touchées. L'exemple du CHU de Nantes est particulièrement démonstratif : la semaine même où le directeur général convoquait la presse pour dissenter, tout sourire, sur l'attractivité de l'établissement-positive attitude oblige !- se développaient quatre mouvements revendicatifs puissants, dans des secteurs et des catégories différentes y compris, fait rare, chez les cadres infirmiers. Le verbe ne suffit pas, il faut des actes !

jean-luc landas

Sommaire :

- L'écho des comités : pages 2 à 6**
- Autres infos locales : pages 6 et 7**
- Dossiers : pages 7 à 8**
- Culture et santé : page 8**

L'écho des comités :

LES INITIATIVES À VENIR

SAINT GENIS LAVAL

maintien de l' hôpital Henry Gabriel

mercredi 25 juin, dès 16h15

rassemblement autour de notre banderole devant l'entrée de l'hôpital, route de Vourles
"NON À LA FERMETURE DE L'HÔPITAL, OUI À SA RÉNOVATION
AVEC UN SECTEUR MÉDICO-SOCIAL COMPLÉMENTAIRE".

samedi 28 juin

intervention en réponse à l'invitation du Forum public métropolitain sur la Santé, organisé par les instances départementales de différents partis du Nouveau Front Populaire

ALPES DE HAUTE-PROVENCE

CSHP (Collectif Santé Haute Provence) / CUS 04 (Convergence Urgence Santé)

les Tables Rondes

"ACCÈS À UNE SANTÉ, DES SOINS & UNE PROTECTION SOCIALE ÉGALITAIRE et à la DÉFENSE de nos HÔPITAUX PUBLICS

- Vinon sur Verdon **date & lieu à fixer avec le Maire**
- Vendredi 27 juin 18h00 – Mairie-Salle des Mariages - Ginasservis - Haut Var
- Lundi 30 juin 18h00 – Salle des Fêtes (????) – Vachères
- Mercredi 2 juillet 17h30 - Maison du Peuple (Salle 1er étage) Sainte Tulle
- Jeudi 3 juillet 18h00 - Salle des Gavots en Mairie) - Digne les Bains
- Vendredi 4 juillet 18h00 – Sous la Nouvelle Halle - Mirabeau

Ces réunions seront des espaces d'échanges, de réflexion, de partage, ...surtout nous permettront d'élaborer les "propositions et exigences communes,... au plus près des Populations, des Elu(e)s (Municipalités, Comm-Comm & Comm d'Agglo, Associations des Maires et des Maires Ruraux, Conseil Départemental & Régional,) et des progressistes avec leurs organisations (partis, syndicats, Associations, Collectifs,) vivant sur ces Territoires.

Et nous considérons que ce ne sera qu'à partir de cette Construction Collective de nos "Exigences - Revendications" (voir en pièce jointe la 1ère mouture de celles-ci) et de la mise en mouvement convergente de toutes les forces vives progressistes que nous parviendrons à:

- mettre en échec DÉFINITIF ce à quoi, depuis plus de 40 ans, nous assistons de façon beaucoup trop passive (à notre sens) à savoir: la destruction de notre Système Républicain de Santé et de Soins et à celui de notre Protection Sociale qui de façon délibérée et assumée (en trompe l'œil) par les pouvoirs successifs avec la "macronie" qui a pour mission finale (imposée par les ultralibéraux, l'Union Européenne et les puissances

de l'argent - banques, assurances, fonds de pensions,- les groupes industriels et le CAC 40, ...) de "porter l'estocade" et de PRIVATISER le seul patrimoine du Peuple et de la Nation: NOS SERVICES PUBLICS, dont celui de la SANTÉ,
- en finir avec les placebos et autres bricolages techno-gestionnaire ultralibéraux (Conseil National de la Refondation de la Santé 2022, fermeture de plus de 400 hôpitaux et de 800 maternités publics et de milliers de Services (dont les Urgences) en 30 ans, téléconsultations, numérisation d'actes médicaux, déserts médicaux, SAMU mis en danger, ...) que tentent de nous imposer les gouvernements successifs et leurs ministères de la Santé qui n'ont eu qu'un seul effet mesurable: LA MISE EN DANGER DES POPULATIONS et les MILLIERS DE VIES PERDUES,
- imposer à TOUS LES NIVEAUX (Élysée, gouvernement - ministère de la Santé et ses ARS, Parlement, État et préfectures, ...) l'ensemble de nos propositions-revendications en exigeant leur mise en application immédiate seule en capacité de nous extirper de la stratégie ultralibérale de privatisation de notre Patrimoine Républicain,

Cette initiative autour de ces Tables Rondes sur le retour à un "Accès Égalitaire à la Santé et à la défense de l'Hôpital Public" organisée sur l'ensemble du 04 et du Haut-Var, nous semble réunir toutes les conditions pour que nous nous retrouvions TOUS ENSEMBLE et imposions nos légitimes et urgentes revendications.

NOUS INVITONS L'ENSEMBLE DES MÉDIAS (locaux, régionaux et nationaux) à non seulement POPULARISER CETTE INITIATIVE, mais également A Y PARTICIPER.

Pour le CSHP et laCUS 04, Pellarrey J.François (06.30.03.52.64)

LANNION

Vendredi 27 juin, le comité de défense de l'hôpital Lannion-Trestel va participer à une réunion du conseil de surveillance de l'hôpital de Lannion. Il demandera aux élus qui siègent dans cette instance de s'engager pour obtenir « une aide exceptionnelle » de l'Agence régionale de santé (ARS). C'est pour lui la seule façon de permettre à l'hôpital de redéfinir « ses orientations stratégiques » pour avancer, après la suspension du rapprochement entre l'hôpital et la Polyclinique du Trégor

LES INITIATIVES HEBDOMADAIRES DEVANT L'HÔPITAL

jeudi 16H00 : Sarlat
vendredi 17h00 : Marmande
vendredi 18h00 : Luçon

RAMBOUILLET

Financiarisation de la santé : une soirée réussie !

[Compte-rendu](#)

ALERTE MÉTÉO : COUP DE CHAUD AU CHU !

Le collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous a participé et apporté son soutien à ces mobilisations

sous-effectif au sein du service du centre de traitement des brûlés du CHU

Le syndicat CGT du CHU de Nantes a adressé, le 12 juin, une lettre ouverte à Catherine Vautrin, ministre de la Santé des Solidarités et de la Famille, pour dénoncer le sous-effectif au sein du service du centre de traitement des brûlés du CHU de Nantes. « Il manque actuellement 3,5 aides soignant(e)s ETP ainsi qu'un ou une infirmier(e) ETP. Cette équipe se retrouve en grande difficulté alors que la saison estivale approche, et que ce service est un service d'excellence pour le grand ouest », explique le syndicat. « Depuis plus d'un mois nous alertons la direction générale du CHU de Nantes sur le manque de moyens alloués à cette équipe qui se retrouve au bord de l'épuisement professionnel sans que de solutions soient trouvés. »

les professionnelles du service social du CHU de Nantes dénoncent une politique de réduction de la durée moyenne de séjour des patients, entraînant « une perte de sens de leur métier »

Elles sont venues en nombre ce lundi 16 juin 2025 représenter leur profession et dire leur colère. La vingtaine de professionnelles du service social du CHU de Nantes préfèrent cependant garder l'anonymat, par peur d'éventuelles pressions. « Nous sommes plus de 80 assistants socio-éducatifs à l'hôpital. »

« On parle de bed blocker (bloqueur de lits) pour une hospitalisation pressentie longue »

La mission de ces assistantes sociales ? « Nous intervenons dans chaque service auprès des patients et des familles pour accompagner l'organisation des soins et la sortie d'hospitalisation. Notre gros travail est d'organiser le retour à la maison, mais aussi de réfléchir au projet d'avenir lorsque le retour à domicile semble compliqué. Avec une priorité sur la protection de l'enfance et les majeurs vulnérables. »

Aujourd'hui, toutes dénoncent une « perte de sens » de leur métier causée par la « politique de rentabilité au CHU de Nantes » : « Il faut faire sortir les patients quoi qu'il en coûte pour libérer des lits. Dès l'entrée aux urgences, on nous demande de faire un dossier pour une maison de retraite pour des patients dont on ignore l'état. En prévision d'une situation qui pourrait être bloquante. On nous demande aussi une évaluation sociale pour estimer la durée d'hospitalisation du patient. Ceux ayant une famille pourront plus facilement accéder à un lit d'hospitalisation car ils peuvent être pris en charge pour leur sortie, qui sera donc plus rapide », explique cette professionnelle.

À l'inverse, abonde une autre, il arrive aussi « qu'on laisse un patient ayant une famille de longues heures dans « l'environnement hostile des urgences » car on est sûr que la famille le reprendra chez elle plus vite que s'il est dans un lit d'hôpital ».

Celles qui se décrivent comme « des videuses de lits », assistent alors à « une déshumanisation des patients, gérées comme des marchandises ». « Ça nous pose des questions éthiques », avec des conditions de sorties « parfois assez catastrophiques ». Ainsi cette dame de 77 ans « sortie d'un service sans doute trop prématurément et restée 12 heures chez elle au sol après une chute, est depuis 170 heures sur un brancard aux urgences. Mais le service d'origine ne la reprend pas. »

Les professionnelles décrivent de nouveaux éléments de langages : « On nous parle de « bed bloqueurs » ou de « cas bloquants », pour des personnes isolées qui risquent de rester trop longtemps à l'hôpital. Et la charge mentale pèse, car on se prend aussi des foudres colossales des familles très en colère », déplorent-elles.

Pour Olivier Terrien, secrétaire général CGT-CHU, « cette politique qui occasionne une perte de chance pour les patients les plus précaires va s'accroître avec le nouvel hôpital, cette usine à soin sous dimensionnée. Les moyens sont insuffisants en termes de lits d'hospitalisations conventionnelles, de lits d'aval comme les soins de suites et de rééducation, de prise en charge à domicile, de structure médico-social... » Sollicitée, la direction n'a pu être jointe.

Médecine physique et réadaptation

mobilisation massive des services de rééducation

- 100 personnes ont envahi le CSE ce matin
 - puis manifestation vers l'ARS où une délégation a été reçue rapidement malgré un refus de nous recevoir au départ
 - puis manifestation vers l'hôpital Saint-Jacques
 - A 14h : plus de 200 personnes (soignants, rééducateurs, médecins, secrétaires, etc mais aussi des patients, des usagers...) ont manifesté à Saint-Jacques
- Une belle mobilisation pour dire Non à la création d'un Service de Médecine et Réadaptation gériatrique au détriment de lits de rééducation.

Cette unité doit être en plus, dans un autre lieu, pas à la place de l'existant absolument nécessaire .

[reportage de France 3](#)

Les cadres de proximité en colère : y en a marre de la galère !

Elles dénoncent le poids de la gestion de l'absentéisme notamment des équipes de nuit , de certains services de chirurgie . Impossible d'assurer la qualité des soins avec des effectifs trop souvent insuffisants . Elles réclament le renforcement des équipes de suppléance de jour comme de nuit.

Le collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous a participé et apporté son soutien à ces mobilisations

GUINGAMP

avenir de la maternité et de la chirurgie : le comité lance un appel

[L'appel-de-Guingamp](#)

[la pétition](#)

SAINT GENIS LAVAL

2 comptes rendus, et 2 infos importantes

1) Après un carrefour à Pierre Bénite, et un rond-point à Brignais, nous étions place du marché, ce mardi 17, face à la Mairie d'Irigny.

Notre objectif était un peu différent : aller à la rencontre des passants. De nombreux échanges encourageants, et 6 nouvelles adhésions.(voir photo ci-dessous)

A noter que nous avons rencontré des soignantes (d'Henry Gabrielle et de Lyon Sud), mais aussi 2 patients ayant séjourné à H. Gabrielle.

Preuve que si "Henry Gabrielle, c'est à St Genis Laval, et nulle part ailleurs", de nombreuses communes de la Métropole et du Rhône seront impactées par la fermeture.

2) Dimanche 15, nous avons pu installer notre banderole, aux Foulées de Beauregard. (voir photo ci-dessous) ; Un grand merci aux organisateurs.

Mais tout ne s'est pas passé comme prévu : Nous savions que la liberté d'expression n'était pas chose facile à St Genis Laval (à l'image des menaces de fortes amendes envoyées, par Mme la Maire, aux habitant-e-s qui affichaient leur volonté de maintenir l'hôpital), et là, 2, peut être 3 "masqueurs anonymes" ont rendu (temporairement) illisible notre banderole en la masquant.

Si, sur les marchés, sur nos stands, pour rencontrer des élu-e-s, tenir la banderole, de plus en plus d'habitant-e-s, s'impliquent, évidemment certains sont sur la ligne de leur maire, à savoir : la fermeture de l'hôpital.

Si ça se trouve, ces courageux "masqueurs anonymes", étaient d'accord avec la candidate qui défendait le maintien de l'hôpital, avant.... de devenir maire.

3) Justement, mercredi 25 juin, la municipalité organise des "balades urbaines", à l'entrée de l'hôpital pour "explorer l'avenir du site"...une fois l'hôpital fermé.

"Balades urbaines", c'est joliment dit, mais les conséquences de la fermeture, seront moins bucoliques : un hôpital spécialisé et plébiscité par les patients et leurs familles qui disparaît, 300 postes de travail qui s'évaporent du secteur géographique.

Bien sûr, ces balades ne sont pas décrites comme cela : il s'agirait de présenter "un quartier inclusif et exemplaire à vocation médico-sociale à partir de 2030".

Rappelons que notre projet reprend :

- Le projet d'extension et de rénovation du bâtiment principal de l'hôpital que les Hospices Civils de Lyon nous ont présenté, mais qu'ils n'ont pas retenu.

- Le projet médico-social, en lien avec le handicap physique qu'avait évoqué, en notre présence, la maire de St Genis.

C'est pour cela que nous avons intitulé notre projet : Pour une prise en charge élargie du handicap physique sur le site de l'hôpital Henry Gabrielle
(disponible sur demande)

4) Fidèle à nos engagements, nous répondons aux sollicitations que nous recevons (d'où qu'elles viennent), pour défendre le maintien de l'hôpital.

Le bureau de l'association de sauvegarde de l'hôpital Henry Gabrielle

DOURDAN

**un centre de santé municipal en octobre
l'avis du comité de défense de l'hôpital**

[Communiqué](#)

[Intervention-Maryvonne-Boquet](#)

SARLAT

**Des nouvelles urgences construites à l'hôpital de Sarlat à partir d'octobre, mais
quelles assurances des moyens en personnel pour les faire fonctionner 7 jours sur
7 et 24 heures sur 24 ?**

[l'article de l' ESSOR](#)

Autres infos locales :

LAVAU

*après les fermetures de Fiac et du Ramel, diminué les lits et les équipes à la Serène,
la Gravette démantelée à son tour*

Hecatombe-a-la-chaine
trois témoignages de soignant.e.s

[la vidéo](#)

CRÉTEIL

*après la caravane des luttes , en l'absence de réponse de la Ministre à la demande d'entrevue par les
parlementaires*

Mercredi 2 juillet 11h00 : Délégation au Ministère de la santé

Dossiers :

LE MINISTRE ANNONCE LA FIN DU NUMERUS APERTUS

**Comment faire sans moyens supplémentaires (enseignants, locaux, personnels administratifs et
terrains de stage) ?**

[l'annonce](#)

PLAN PSYCHIATRIE DU GOUVERNEMENT

le communiqué de la Coordination Nationale

[le communique](#)

**l'avis d' Antoine Pelissolo chef de service au CHU Henri-Mondor à Créteil,
membre de la commission santé du Parti Socialiste**

[de-la-grande-cause-a-la-grande-desillusion](#)

**les propositions du Printemps de la psychiatrie pour arrêter la dégradation
des soins psychiques**

[Resister-a-la-catastrophe](#)

Toulouse : le personnel alerte sur l'état de la psychiatrie publique (secteur 7)

[situation-critique-de-la-psychiatrie-publique](#)

l'association des secteurs psychiatriques en milieu pénitentiaire écrit au Président de la République, au Premier Ministre, aux ministres de la santé et de la justice

[la lettre](#)

ACCOUCHEMENT HORS MATERNITÉ : UNE ÉTUDE NATIONALE

Conclusion : les résultats montrent que les accouchements hors maternités ont un impact sur la santé périnatale, qu'ils soient dus à l'éloignement de la maternité la plus proche ou à des établissements inadaptés. À l'avenir, ces résultats, fondés sur les données validées du PMSI, devraient être soigneusement pris en compte par les autorités compétentes lors de la planification et avant toute décision de fermeture ou de fusion de maternités existantes.

[etude-nationale-Plos-One](#)

Culture et santé :

Rions un peu !
Spéciale dédicace au CV70

[T'as voulu voir Bayrou](#)

Laurence Dubois : Soigner sans contention : une utopie réalisée ?

[la video](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org>



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 21/07/2023 - N2022RN0181

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Guillaume GRANDJEAN guillaume.grandjean38@gmail.com

Adresse : 11 rue Edouard Vaillant – 45120 Chalette sur Loing – Tel 06 58 94 04 10

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landassfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87

Site : [http://coordination-defense-sante.org/](http://coordination-defense-sante.org) Facebook Mastodon Bluesky

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org